



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant - CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 22 mai 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CC LE GRAND CHAROLAIS

32 rue Louis Desrichard
71600 Paray-le-Monial

Références : CL/NM/2025/M_152
Code AIOT : 0003300463

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2025 dans l'établissement de l'établissement CC LE GRAND CHAROLAIS (CCLGC) implanté à Digoin (71160), zone Ligerval, rue de la Brosse Virot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/>

La visite objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle a été réalisée de façon inopinée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

Établissement : CC LE GRAND CHAROLAIS

Régime : Autorisation

Adresse : Digoin (71160), zone Ligerval - Rue de la Brosse Virot

Statut Seveso : Non Seveso

Code AIOT : 0003300463

IED : Non

L'établissement :

La communauté de communes le Grand Charolais est autorisée à exploiter à Digoïn une déchetterie et une plateforme de déchets verts ouvertes au public. Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral n° DCL/BRENV/2017-160-2 du 09/06/2017.

Seule la gestion du quai de transfert des ordures ménagères résiduelles (OMR) est assurée en régie ; la prestation de gardiennage et toutes les autres prestations de collecte sont externalisées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Récupération de bouteilles de gaz vides	Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 1.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
3	Collecte de déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI)	Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 1.6.1	Demande d'action corrective	2mois
4	Maintenance du dispositif de disconnexion	Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 4.2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Identification de la vanne de confinement	Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 7.4.1	Demande d'action corrective	4 mois
6	Exploitation des installations	Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 2.1.3 et 7.5.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caducité partielle de l'arrêté d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 1.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations sont globalement bien entretenues et suivies. Quelques anomalies d'ordre mineur sont à corriger et quelques modifications apportées aux installations n'ayant pas été portées à la connaissance du préfet, sont à notifier.

L'inspection prend acte du délaissement d'une activité initialement autorisée mais qui n'a jamais été mise en œuvre : le broyage de déchets verts, activité relevant naguère de la rubrique 2791-1 de la nomenclature des installations classées. En conséquence de quoi, l'arrêté préfectoral du 09/06/2017 autorisant un pôle déchets comprenant une déchetterie, une plate-forme de stockage et broyage de déchets verts et un quai de transfert de déchets non dangereux est caduc pour ce qui concerne l'installation de broyage de déchets verts, classée sous la rubrique 2791-1. Sont également caduques les prescriptions spécifiques à cette dernière.

2-4) Fiches de constats

(voir pages suivantes)

N° 1 : Caducité partielle de l'arrêté d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Délaissement de l'activité de broyage de déchets verts
Prescription contrôlée : « L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives. »
Constats : Lors de l'inspection de récolement en 2018, l'exploitant avait informé les services de l'inspection qu'il renonçait finalement à exercer une activité de broyage de déchets verts sur le site de Digoïn. Cette décision a été confirmée par le responsable du service environnement, qui a précisé par courriel du 13/05/2025 qu'aucune activité de ce type n'avait été menée sur le site depuis sa mise en service. Il en résulte que l'autorisation relative à cette activité, classée en 2017 sous la rubrique 2791-1, est caduque et a cessé de produire effet depuis le 10/06/2020. Sont également réputées caduques les prescriptions spécifiques à cette dernière. Cette situation sera formalisée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation lors d'une prochaine modification.
Type de suites proposées : Prescriptions inadaptées

N° 2 : Récupération de bouteilles de gaz vides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 1.3.1

Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier de demande d'autorisation

Prescription contrôlée :

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »

Constats :

Les bouteilles de gaz vides, ou presque vides, ne sont pas considérées comme des déchets, car elles sont le plus souvent consignées et recyclables. La déchetterie de Digoïn permet aux usagers qui souhaitent s'en séparer de les récupérer. L'inspection n'est pas opposée à la mise en œuvre d'une telle activité, mais constate cependant que le stockage est anarchique, sans qu'aucune consigne n'ait été donnée au personnel. En outre, elle ne figure pas dans le dossier de demande d'autorisation (**non-conformité**).



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant portera à la connaissance (PAC) du préfet les modifications qu'il souhaite apporter au dossier sur la base duquel l'autorisation préfectorale a été arrêtée. Ce PAC comprend les dispositions techniques et organisationnelles prises pour garantir un stockage maîtrisé des bouteilles de gaz vides réceptionnées sur l'emprise de l'ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois


N° 3 : Collecte de déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Modification du périmètre de l'autorisation
Prescription contrôlée : « Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. »
Constats : Un local, attenant à celui du gardiennage, laisse apparaître parmi du matériel tel que des pelles, balais et escabeaux, des contenants de déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI). La collecte des DASRI perforants produits par les patients en auto-traitement dans des points d'apport volontaires relève de la rubrique 2710-1 et doit à ce titre figurer dans le dossier d'autorisation d'exploiter, ce qui n'est pas le cas (non-conformité). L'exploitant peut difficilement l'ignorer puisqu'un panneau à l'entrée du site indique très clairement que ce type de dépôt est interdit.
  
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant portera à la connaissance (PAC) du préfet les modifications qu'il souhaite apporter au dossier sur la base duquel l'autorisation préfectorale a été arrêtée. Ce PAC comprend les dispositions techniques et organisationnelles prises pour satisfaire les prescriptions ministérielles qui s'appliquent à la collecte de ce type de déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Maintenance du dispositif de disconnexion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 4.2.2.1
Thème(s) : Autres, Maintenance annuelle
Prescription contrôlée : « (...) Les dispositifs de disconnexion font l'objet d'une maintenance annuelle. (...) »
Constats : L'exploitant indique ne pas être en mesure de réaliser cette opération de maintenance, en raison de l'absence de dispositif de disconnexion, remplacé lors de la construction de la déchetterie par un simple clapet anti-retour (non-conformité). Il justifie ce choix en estimant que le risque de reflux dans le réseau est inexistant, compte tenu de l'usage de l'eau qui en est fait sur le site, comparable à un usage domestique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant portera à la connaissance (PAC) du préfet les modifications qu'il souhaite apporter au dossier sur la base duquel l'autorisation préfectorale a été arrêtée. Il conviendra que le choix technique retenu, en l'occurrence le clapet anti-retour, ait formellement reçu l'aval du fournisseur d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Identification de la vanne de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, article 7.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement
Prescription contrôlée : « (...) Un panneau bien visible mentionne l'emplacement de la vanne permettant sa mise en service. (...) »
<div><div>Constats : L'emplacement de la vanne permettant d'activer la capacité de confinement des eaux potentiellement polluées n'est pas indiqué par une signalétique conforme, mais de manière peu rigoureuse par une feuille A4 sous plastique.</div><div></div></div>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant prendra les mesures nécessaires pour remédier à la situation et en apportera la justification auprès de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Exploitation des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2017, articles 2.1.3 et 7.5.4

Thème(s) : Autres, Consignes

Prescription contrôlée :

Art. 2.1.3 : « L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. (...) »

Art. 7.5.4 : « Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment : (...)

- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection de l'environnement en cas d'accident. (...) »

Constats :

1.- Suite à l'installation de nouvelles étagères, les règles de gestion des produits dangereux affichées dans le local dédié ne sont plus clairement visibles par le personnel chargé de les appliquer.

2.- Les coordonnées téléphoniques de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté sont absentes et celles de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes n'apparaissent pas nécessaires, cette dernière n'ayant aucune compétence en Saône-et-Loire.



COORDONNEES		
	SAMU GRANDS BRULÉS	15
	POMPIERS	Tél : 18 ou D'un portable : 112
	GENDARMERIE	17
	AMBULANCE : Ambulances Paroissiales	03 85 88 84 30
	URGENCES : CENTRE HOSPITALIER : Centre Hospitalier du Pays Charolais Brionnais	03 85 81 80 00
	CENTRE ANTI POISON DE LYON	04 72 11 69 11
	MEDECIN DU TRAVAIL :	03 85 97 29 00
	CPAM de Saône et Loire - Digoin	
	Préfecture de Saône-et-Loire	03 85 21 81 00
	DREAL Auvergne-Rhône-Alpes	04 26 28 60 00
	DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté, Unité départementale de Saône-et-Loire	03 85 32 72 00



Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1.- L'exploitant prendra les mesures nécessaires afin de rendre les consignes clairement visibles.

2.- L'exploitant veillera à vérifier la validité des coordonnées figurant sur sa procédure d'alerte et, le cas échéant, les modifier. Pour la DREAL Bourgogne-Franche-Comté, il convient d'indiquer les suivantes : 03 39 59 67 90.

Il justifiera des mesures attendues auprès de l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois